

du reportage affreux de son opinion dans la presse et puisque nous avons maintenant Information Canada, va-t-il essayer de faire rectifier ses propos par cet organisme?

M. l'Orateur: A l'ordre. Nous devrions passer à un autre sujet, je pense.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Tout en le félicitant du Livre blanc qu'il a déposé aujourd'hui, je voudrais savoir s'il consentirait à réparer son oubli de vendredi soir, oubli qu'il a d'ailleurs admis, et dire qu'Al Phaneuf a bien participé à la joute de la coupe Grey et qu'avec les Alouettes il a ramené la coupe Grey à Montréal de façon étincelante?

L'hon. John Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je tiens à féliciter les Alouettes de Montréal et à présenter mes excuses les plus sincères à M. Phaneuf.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE CANADA ET LA VENTE D'ARMES À L'AFRIQUE DU SUD PAR LE ROYAUME-UNI

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au premier ministre une question dont je l'ai prévenu. Voudrait-il expliquer le changement apparent survenu dans la politique du gouvernement, étant donné d'une part la position, que je croyais plutôt ferme, adoptée contre la vente d'armes à l'Afrique du Sud par la Grande-Bretagne, comme en témoigne la lettre adressée par le premier ministre au premier ministre du Royaume-Uni en juillet dernier, et d'autre part la réponse donnée à une question sur ce sujet par le secrétaire d'État au Affaires extérieures à Londres, vendredi soir dernier?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Bien, monsieur l'Orateur, comme le député le donne à entendre, nous avons fait connaître la position de notre gouvernement dans la lettre que j'adressais à M. Heath en juillet dernier et rien n'a changé depuis. Comme le député avait eu l'amabilité de me prévenir de sa question, j'ai jeté un coup d'œil rapide sur l'article dont il a parlé je crois. Tout ce que je puis dire, c'est que les conclusions qui y sont données sont de toute évidence celles de l'auteur et ne traduisent pas du tout la position du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Naturellement, nous ne voulons pas que cette question, pas plus qu'aucune autre d'ailleurs, entraîne la désunion du Commonwealth. Mais qualifier d'amolissement les efforts déployés pour éviter cette désunion, c'est confondre la diplomatie et les hurlements.

M. Fairweather: Monsieur l'Orateur, je remercie le premier ministre de sa réponse affirmative. Pourrait-il, avant de se rendre à la Conférence des premiers ministres à Singapour en janvier, faire un commentaire quel-

[M. McCutcheon.]

conque sur la question de savoir si un membre du Commonwealth peut, à son avis, prendre une décision politique unilatérale qui pourrait entraîner un changement très fondamental de la nature et du visage du Commonwealth? Je ne lui demande pas aujourd'hui de faire une déclaration de principe.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Comme l'honorable député ne demande pas qu'on lui donne une réponse immédiatement, peut-être le premier ministre aura-t-il l'occasion de faire ces commentaires plus tard à l'appel des motions.

PROPOSITION DE LA SOMALIE CONCERNANT L'ÉLIMINATION DU COMMERCE AVEC L'AFRIQUE DU SUD

M. Doug Rowland (Selkirk): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Le gouvernement du Canada a-t-il eu l'occasion d'examiner la proposition du gouvernement de la Somalie aux Nations Unies selon laquelle les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud se réuniraient pour discuter des voies et moyens de mettre fin à leur commerce avec l'Afrique du Sud? En ce cas, le gouvernement du Canada envisage-t-il de se charger des négociations qui mèneraient à de telles consultations?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, si j'ai bien compris la question, les consultations auraient été proposées par un gouvernement qui, par conséquent, en a pris l'initiative. Je n'y vois rien de nouveau. La question a été discutée depuis un certain temps aux Nations Unies, c'est-à-dire l'opportunité de prendre des mesures à l'égard des échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud. Le député sait ce qu'ont répondu les principaux pays en cause.

M. Rowland: Monsieur l'Orateur, ma question était assez précise. Je voudrais demander encore au premier ministre si le gouvernement a étudié la proposition de la Somalie selon laquelle les principaux partenaires commerciaux...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député répète la question dans exactement les mêmes termes.

* * *

LE TRANSPORT AÉRIEN

L'ÉTABLISSEMENT DE TARIFS, PAR CERTAINES SOCIÉTÉS DE TRANSPORT AÉRIEN, D'APRÈS L'ANCIEN TAUX FIXE DE 92c. DU DOLLAR CANADIEN

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Consommation et des Corporations. La semaine dernière, j'ai demandé à son suppléant si le gouvernement avait pris des mesures à l'égard des prix excessifs des voyages aériens internationaux pour les Canadiens. Le ministre suppléant a laissé entendre que le ministre répondrait aussitôt que possible.

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, comme il se doit, la question a été transmise à mon collègue, le ministre des Transports, et le comité des transports aériens de la Commission des transports en est maintenant saisi. Mon collègue pourra en dire plus long que moi sur cette